



Déploiement des capteurs de CO2 dans les écoles: le flou persiste



THIBAULT CAMUS via Getty Images

Des capteurs de CO2 dans toutes les écoles? C'est le souhait de Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'éducation nationale, qui a affiné son protocole sanitaire dans le JDD. Mais le flou subsiste quand aux chances d'atteindre un tel objectif à la rentrée. Image d'illustration, Emmanuel Macron et Jean-Michel Blanquer en visite le 26 avril, à Melun.

CORONAVIRUS - Dans le *Journal du Dimanche* de ce 22 août 2021, le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a indiqué vouloir "généraliser" les capteurs de CO2 dans les écoles. Ces appareils permettent de réduire le risque d'infection au Covid-19 en intérieur. Ils étaient jusqu'à présent simplement "recommandés" par l'Éducation nationale et le ministère n'avait indiqué aucun objectif à l'échelle du pays.

Ainsi et à 10 jours de la rentrée, Jean-Michel Blanquer accélère, rattrapé par les inquiétudes quant à l'efficacité de son protocole sanitaire - quatre jeux de mesures répartis selon le niveau d'alerte nationale, détaillés le 28 juillet dernier. Pour assurer le déploiement de ces dispositifs mesurant la saturation de l'air dans les salles de classe, il promet d'"aider" les collectivités qui auraient "des difficultés pour aller vite", toujours dans le *JDD*. Sans donner ni calendrier, ni moyens escomptés.

Les élèves pourront-ils bénéficier de ces outils contre le Covid dès leur premier jour de classe? En l'absence de précisions, l'opposition s'inquiète à mesure que la rentrée approche: "On décide tout au dernier moment. Il n'y a pas eu d'anticipation, alors que nous avons déjà eu cette discussion il y a un an", carillonne le secrétaire national d'Europe Ecologie - Les Verts Julien Bayou, invité de *France Info* ce lundi 23 août. Un dans chaque classe?

L'écologiste se fait le porte-parole des épidémiologistes réclamant "une action ferme" pour éviter que le variant Delta ne profite des salles de classe pour se répandre, alors que l'épidémie progresse et que les hôpitaux se remplissent. Pour ces scientifiques, auteurs d'une tribune dans *Le Monde* parue le 19 août, il y a urgence à doter chaque établissement de ces petits appareils capables d'alerter lorsque l'air est potentiellement infecté. Quitte à les rendre obligatoires.

Généraliser les capteurs de CO2, oui. Les imposer? Non. "Je veux le faire en partenariat avec les collectivités locales, dont c'est la compétence, plutôt que par la contrainte", prône Jean-Michel Blanquer. Même posture pour le déploiement des capteurs dans les collèges et les lycées publics, qui eux relèvent de l'autorité des départements et des



régions. À propos des purificateurs d'air, destinés cette fois-ci à filtrer l'air contaminé, le ministre écarte carrément toute utilisation massive "rien ne remplace le fait d'ouvrir les fenêtres", tranche le ministre.

De l'"attentisme" pour le député écologiste Matthieu Orphelin: "Le soutien aux collectivités reste flou. Il faut en faire une priorité avant la rentrée!", tweetait ce député écologiste, *JDD* en main. Pour lui, la plupart des collectivités ne sont pas équipées, car jusqu'à présent "dans l'attente d'instructions claires" susceptibles de dissiper le flou.

De son côté, l'écologiste assure regorger d'idées pour accélérer sans imposer: "On pourrait rajouter des dotations dans les nouveaux budgets, créer un fond ou faire une commande publique par l'intermédiaire des rectorats", propose-t-il, interrogé par *Le HuffPost*. De quoi inspirer Jean-Michel Blanquer? Le ministre rencontre les recteurs le 24 août, et prévoit une allocution, le 26 août. Timing serré.

Le Monder rapporte que le sujet est "source de tensions depuis des mois". Au journal du soir, Delphine Labails, maire socialiste de Périgueux et responsable des questions scolaires à l'Association des maires de France a affirmé que "les communes ne sont pas en capacité de financer ces appareillages pour l'ensemble de leurs classes". Et d'ajouter: "L'État doit nous accompagner. Nous avons déjà fait cette demande en mars, sans succès".

Une question de prérogatives

En attendant, le doute subsiste sur le nombre de classes qui disposeront réellement de capteur de CO2. Interrogé sur le bilan des investissements réalisés jusqu'à présent, le ministère de l'Éducation nationale esquive: "Nous ne disposons pas de chiffres concernant les établissements équipés".

Si les failles du protocole des écoles sont trop grandes, les très jeunes pourraient relancer l'épidémie à la rentrée, préviennent les experts. "À l'automne, la moitié des nouvelles infections auront lieu chez les enfants puisqu'ils sont non vaccinés", alertait l'épidémiologiste à l'Institut Pasteur Arnaud Fontanet, ce lundi 23 août sur France Inter. Les capteurs de CO2 sont peu coûteux, simples à déployer et efficaces, selon les institutions scientifiques. Ils pourraient ainsi réduire les risques. S'ils sont déployés à temps.

À voir également sur *Le HuffPost*: la vaccination bientôt obligatoire pour entrer dans les discothèques britanniques

